



COMMUNIQUE DES ORGANISATIONS SYNDICALES DE LA FONCTION PUBLIQUE

Depuis maintenant plusieurs mois, nos huit organisations syndicales de la Fonction publique portent ensemble des revendications et des exigences.

Avec les personnels, elles continuent d'exiger :

- ▶ L'arrêt de la politique aveugle de suppressions d'emplois, avec un moratoire immédiat sur celles contenues dans le budget 2009 et celles prévues en 2010,
- ▶ Le retrait des articles relatifs au « *bénéfice de la réorientation professionnelle* », à la « *généralisation du cumul d'emplois à temps non complet* » et au « *remplacement et intérim* » du projet de loi relatif à la mobilité,
- ▶ Le retrait de projets porteurs de lourds reculs pour la population et les personnels, et qui se traduisent notamment par des délocalisations et des fermetures massives de services de proximité, et l'aggravation des conditions de travail.

Avec les personnels, elles demandent l'ouverture de négociations portant sur :

- ▶ L'augmentation significative de la valeur du point et la réévaluation de l'ensemble de la grille indiciaire pour améliorer la carrière des agents,
- ▶ Les moyens nécessaires à la pérennisation du financement des missions publiques en lieu et place de l'actuelle politique d'austérité imposée aux services de l'Etat, aux collectivités locales et aux établissements hospitaliers.

Face à la révision générale des politiques publiques (RGPP), elles rappellent leur détermination pour le développement de services publics de qualité, dotés de tous les moyens nécessaires pour répondre encore mieux aux besoins sociaux et de solidarité.

Le gouvernement s'obstine dans sa politique à l'encontre de la Fonction publique et des personnels fonctionnaires et agents publics, dans un contexte de crise qui exige plus et mieux de service public tant pour les usagers que pour les personnels.

C'est pourquoi les huit organisations syndicales de la Fonction publique réunies le 6 mai s'inscrivent pleinement dans l'appel solennel lancé au plan interprofessionnel.

Elles appellent les personnels à participer massivement aux journées du 26 mai et du 13 juin.

Elles soutiennent les mobilisations dans les différents secteurs de la Fonction publique.

Fait à PARIS, le 13 mai 2009